

82^e baromètre de conjoncture Fiducial des TPE - 4^{ème} trimestre 2025 Bilan et perspectives 2026 avec focus sur les Municipales 2026

Avec un niveau de pessimisme élevé, 53 % des dirigeants de TPE envisagent une stagnation de leur activité en 2026

**3 enjeux déterminants de leur vote aux élections municipales 2026 :
la fiscalité et les impôts locaux, la sécurité et le développement économique**

Paris, le 21 janvier 2026 – La 82^{ème} vague du Baromètre des TPE, enquête trimestrielle menée par l'IFOP pour Fiducial auprès de 1 016 dirigeants de TPE, révèle à nouveau un climat de confiance entaché, limitant aussi les perspectives des patrons pour l'année 2026.

À l'approche des municipales 2026, les dirigeants de TPE se montrent plutôt satisfaits du Maire et des équipes municipales. S'ils ont le sentiment que les préoccupations des TPE sont mieux prises en compte par la municipalité, cela reste pour eux insuffisant. Les patrons expriment de fortes attentes envers la fiscalité et les impôts locaux, la sécurité des biens et des personnes ainsi que l'emploi et le développement économique.

Une défiance persistante envers l'exécutif accompagnée d'un pessimisme prégnant

L'instabilité politique ayant marquée l'année 2025 n'est pas sans conséquence. Le climat de confiance reste fragilisé : **une majorité des dirigeants de TPE (87 %) indiquent ne pas avoir confiance dans les mesures économiques annoncées ou mises par Emmanuel Macron et son gouvernement (-13 points vs. T1 2025)**. Il s'agit également du plus bas niveau de confiance observé sur l'ensemble de ses deux quinquennats, après le troisième trimestre 2025 (12 %).

Ce déficit de confiance se reflète une nouvelle fois dans les perspectives des patrons : **84 % d'entre eux se disent pessimistes quant au climat général des affaires en France**. Le niveau de pessimisme pour leur propre activité reste stable par rapport au précédent trimestre (54 %), s'agissant du plus haut niveau enregistré en 2025.

Seuls 22 % des patrons s'attendent à une croissance de leur activité en 2026

Plus de 4 patrons sur 10 (41 %) déclarent rencontrer des difficultés financières (+3 points vs. T3 2025).

Sur la question de l'emploi, seuls 8 % des dirigeants de TPE déclarent avoir embauché ou prévoyaient d'embaucher du personnel d'ici fin décembre 2025. Un score similaire à la même période un an plus tôt. En miroir, 6 % des TPE déclarent avoir supprimé ou prévoyaient de supprimer un ou plusieurs postes lors du quatrième trimestre 2025.

Un décalage notable apparaît entre la perception des dirigeants de TPE et la réalité économique actuelle. De fait, leur appréciation du climat général des affaires en France et de leur propre activité se détériore au fil de l'année 2025 – et ce vraisemblablement en réaction à un contexte politique de plus en plus dégradé et préoccupant de leur point de vue – tandis que les indicateurs relatifs à l'emploi et aux défaillances s'avèrent moins alarmants.

Pour l'année 2026, les dirigeants de TPE envisagent une évolution de leur activité de façon contrastée et moins optimiste que les deux années précédentes à la même période. Seuls 22 % d'entre eux s'attendent à une croissance de leur activité, soit 3 points de moins qu'en 2024 à propos de 2025 et 8 points de moins qu'en 2023 à propos de 2024.

La stagnation est néanmoins anticipée par plus de la moitié (53 %) des patrons, soit 8 points de plus par rapport au dernier trimestre 2024. Ils sont par ailleurs moins nombreux à envisager une baisse de leur activité (25 % vs. 30 % au T4 2024).

Focus 'Municipales 2026'

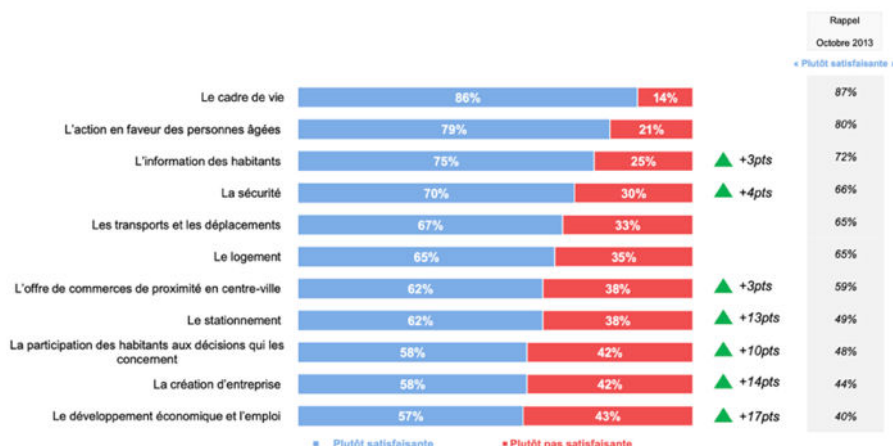
Implantés au cœur des territoires, les patrons de TPE sont globalement satisfaits du travail municipal

62 % des dirigeants de TPE résident dans la commune où leur entreprise est implantée, témoignant ainsi d'un ancrage territorial fort.

Plus de 6 patrons sur 10 (62 %) sont satisfaits de la façon dont a évolué la commune où ils sont professionnellement installés depuis leur arrivée. **Ils sont tout autant (61 %) à se montrer satisfaits du Maire actuel et plus globalement de l'équipe municipale dans leur commune d'exercice et à considérer entretenir de bonnes relations avec ces équipes.** Bien que majoritaire, le niveau de satisfaction global à l'égard du maire et des équipes municipales, à deux mois du scrutin de mars, est en recul de 9 points par rapport à janvier 2014.

Une majorité des patrons de TPE jugent positivement le travail accompli par la municipalité de la commune d'implantation de leur entreprise à l'égard de différents aspects de la politique de la ville : développement économique, offre plus servicielle, qualité de vie...

Le jugement sur le travail accompli par la municipalité



La taille de la commune joue un rôle fondamental dans l'appréciation de ses élus : plus la commune est petite, plus la proximité est grande, et plus le travail accompli par la municipalité est remarqué et est susceptible de générer de la satisfaction.

Les patrons implantés dans des communes rurales (moins de 2 000 habitants) sont notamment plus nombreux à manifester leur satisfaction à l'égard de l'évolution de la commune (72 % en commune rurale vs. 62 % en moyenne) mais aussi à l'égard du maire et de l'équipe municipale actuelle (72 % vs. 59 % en moyenne).

La municipalité prend mieux en compte les préoccupations des TPE mais cela reste insuffisant

La majorité des chefs d'entreprise interrogés (55 %) considère que les préoccupations des très petites entreprises ne sont pas prises en compte par la municipalité de leur commune d'implantation.

Parmi les premiers motifs d'insatisfaction que ces derniers mentionnent : le niveau des impôts locaux supportés par les entreprises qui y sont implantées (56 % vs. 66 % en 2013), suivi de l'absence de promotion des entreprises (47 % vs. 66 % en 2013) et, dans une moindre mesure, des difficultés de stationnement (37 %). Pour autant, sur l'ensemble des patrons sondés, 45 % estiment que la municipalité prend en compte leurs préoccupations : un indicateur en hausse de 11 points par rapport à octobre 2013, soulignant tout de

même les progrès réalisés en la matière par les équipes municipales. Les patrons de l'hôtellerie (62 %) et de la santé et de l'action sociale (59 %) se satisfont particulièrement de ce niveau de prise en compte.

Bien que satisfaits du travail des équipes municipales, **les dirigeants de TPE font aussi preuve d'exigences accrues vis-à-vis du personnel politique local, n'échappant pas à une tendance structurelle de désintérêt et de lassitude à leur égard.**

Outre les bonnes relations qu'ils entretiennent avec les élus pour une majorité, les chefs d'entreprise sont satisfaits de la fréquence de ces interactions (45 %) et se sentent soutenus dans leur activité (40 %). Ainsi, ils valorisent l'importance du rôle de la politique conduite par la municipalité dans le développement de leur activité (34 %).

Seuls 27 % des patrons entendent toutefois les prochaines élections municipales comme susceptibles d'avoir de l'impact sur l'activité de leur entreprise. Un indicateur qui révèle un certain scepticisme à l'égard du pouvoir d'agir des élus locaux, notamment sur l'activité économique. Bien qu'ils soient minoritaires, ces niveaux réaffirment **une forme de popularité installée et pérenne de la figure politique locale**, à la différence des figures politiques nationales pour lesquelles les dirigeants se montrent plus sévères.

Des exigences accrues concernant la qualité de vie et la sécurité locale

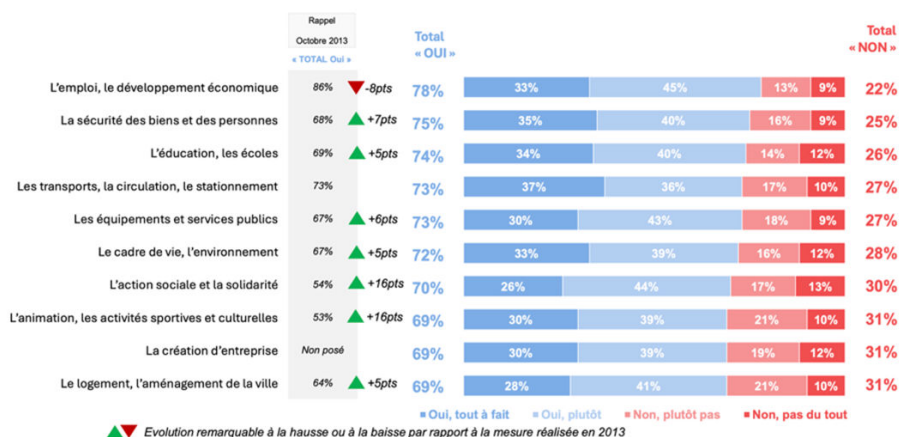
Une majorité des patrons (55 %) jugent que les engagements pris par la municipalité au moment de son élection en 2020 ont été plutôt tenus, un score en forte baisse (-19 points) par rapport à janvier 2014 (74 %). **30 % revendiquent des engagements non-tenus et 15 % ne portent pas d'avis sur la question (+11 pts vs janvier 2014).**

Cette dernière tendance peut confirmer l'hypothèse d'un certain désintérêt vis-à-vis de la vie publique locale ou un manque d'implication de la part de certains dirigeants. Les patrons du BTP sont plus nombreux à revendiquer des engagements non-tenus (42 %) tandis que les patrons de l'industrie et de l'hôtellerie s'en montrent à l'inverse plus satisfaits (64 % tous deux).

Interrogés sur les domaines dans lesquels la municipalité devrait agir prioritairement dans leur commune d'implantation, les patrons de TPE citent en grande majorité et en premier lieu, l'emploi et le développement économique (78 % vs. 86 % en octobre 2013).

Mais les chefs d'entreprise de TPE partagent d'autres priorités relatives au cadre de vie communal, à la qualité de vie et au service public. Ainsi, la sécurité des biens et des personnes se hisse comme seconde priorité (75 %) et l'éducation comme troisième priorité (74 %).

Domaines sur lesquels la municipalité devrait agir prioritairement

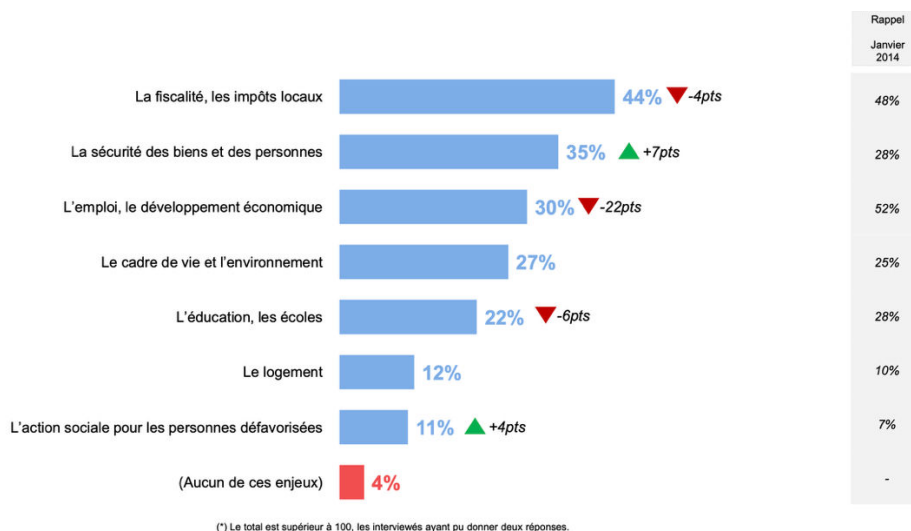


Face à ces différentes questions et en dépit d'une certaine méconnaissance voire d'une forme de désintérêt à l'égard des actions entreprises par la municipalité, **plus de 7 patrons sur 10 déclarent être certains d'aller voter aux élections municipales des 15 et 22 mars prochains (71 %).** Un indicateur en **progression de 7 points par rapport à janvier 2014 (64 %)**. Les patrons du BTP sont les moins nombreux à manifester leur intention certaine d'aller voter (soit -11 points vs. la moyenne), tandis que ceux des services aux entreprises et de la santé et de l'action sociale sont parmi les plus nombreux (respectivement +10 points et +15 points vs. la moyenne).

Interrogés sur les enjeux déterminants du vote aux élections municipales 2026, les patrons de TPE indiquent en premier lieu la fiscalité et les impôts locaux (44 % vs. 48 % en janvier 2014), suivi par la sécurité des biens et des personnes. Cette dernière semble désormais constituer un enjeu majeur pour eux (35 %, +7 points vs. janvier 2014), devant même l'emploi et le développement économique (30 %, -22 points vs. janvier 2014).

Le bouleversement observé dans la hiérarchie de ces trois principaux enjeux déterminants du vote souligne l'importance pour les années à venir de maintenir le pouvoir d'achat des patrons à l'échelle locale, et de garantir un cadre de vie plus serein.

Enjeux déterminants du vote aux élections municipales 2026



Baromètre complet disponible sur demande

Méthodologie de l'étude | Échantillon de 1 016 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés, incluant les auto-entrepreneurs, raisonné sur les critères de secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation de l'entreprise. Échantillon interrogé par téléphone du 8 décembre 2025 au 2 janvier 2026. Les entreprises réalisant moins de 50 000€ de chiffre d'affaires à l'année n'ont pas été interrogées dans le cadre de cette étude.

A propos de FIDUCIAL

Leader des services pluridisciplinaires, FIDUCIAL accompagne chaque jour les petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs pour qu'ils puissent se concentrer sur leur cœur de métier. Aujourd'hui, plus de **325 000 clients** font confiance aux Experts FIDUCIAL dans les domaines du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, de la banque, du conseil financier, de l'immobilier, de l'informatique, de la sécurité et du monde du bureau.

Animée par l'esprit entrepreneurial affirmé de Christian Latouche, son fondateur et actuel Président, et affichant une politique de croissance ininterrompue depuis plus de 50 ans, FIDUCIAL a bâti un maillage territorial inégalé en Europe avec **15 000 collaborateurs présents dans plus de 860 agences**, soit une agence tous les 30 kilomètres.

En savoir plus : www.fiducial.fr

Contacts presse

Agence CorioLink

Loréane Cabezuelo
07 86 80 45 26

loreane.cabezuelo@coriolink.com

FIDUCIAL

Nathalie Duchambon
04 72 60 38 68

nathalie.duchambon@fiducial.net